

Synthèse des “Contributions transversales”

377 contributions citoyennes organisées par sous-thématiques

Capitaliser sur la bonne dynamique instituée par cette Convention

- [Demander la présence d'un comité d'expert pour approfondir les propositions de la CCC.](#)
- [Améliorer la communication autour de la Convention.](#)
- [Communiquer cette plateforme à tous les citoyens.](#)
- [Prioriser les solutions existantes.](#)
- [Assurer une relecture entière des contributions.](#)
- [Définir des mesures mais également leur exécution et leur financement.](#)
- [Ne pas laisser les acteurs négocier avec le gouvernement : exiger que vos mesures soient mises au vote sans négociations.](#)
- [Former les membres de la convention à la question de l'énergie.](#)
- [Considérer que les tirés au sorts sont souverains et ne pas se laisser faire.](#)
- [Demander aux médias de donner un accès libre au sujet sur la Convention citoyenne pour le Climat.](#)
- [Avant toute chose, mesurer !](#)
- [Suggestions de questions à poser au Président de la République.](#)
- [S'inspirer du Shift project.](#)
- [S'organiser en groupe de pression.](#)
- [Faire de la démarche scientifique un préalable à toute publication sur l'énergie et suggestion de chaîne YouTube du "Réveilleur".](#)
- [Adopter l'Empreinte Carbone comme outil de mesure.](#)
- [Transposer la démarche de la Convention Citoyenne pour le Climat à l'échelle européenne.](#)
- [De l'audace, avant toute chose.](#)
- [Envoyer du lourd !](#)
- [Mettre en avant l'intervention de Nicolas Hulot à la Convention.](#)
- [Diffuser très largement dans les médias TV les travaux de la convention citoyenne du climat.](#)
- [Rendre la Convention Citoyenne pour le Climat durable.](#)
- [Faire attention aux fausses bonnes idées et aux bonnes idées perverses.](#)
- [Faire de cette convention un succès ! Aller au référendum !](#)
- [Mise à disposition de compétences pour faire des synthèses vidéos des interventions des experts.](#)
- [Retenir en priorité les contributions qui récompensent plutôt que celles qui punissent.](#)
- [Réfléchir à la place de la propriété privée, ses caractéristiques dans notre constitution et leurs implications.](#)

Critiques à l'égard de la Convention

- [Pour être écouté par le peuple, ne faut il pas l'écouter ? Manque de transparence de la convention, manipulation ou incompétence de l'organisation?](#)
- [Intégrer les 12 millions de personnes reconnues en situation de handicap au sein des travaux de la Convention.](#)
- [Visite du Président de la République : est-ce bien nécessaire ?](#)

Suggestions d'intervenants et de lectures pour les membres de la Convention

- [Suggestion de 3 intervenants : Philippe Bihoux, Pablo Servigne et Vincent Mignerot.](#)
- [Suggestion d'intervenant : Thomas Piketty.](#)
- [Suggestion de livre en anglais à lire : *Climate: A New Story*, de Charles Eisenstein \(et un immense merci à tous les participants pour leur travail et leur contribution à l'histoire de notre démocratie\).](#)
- [Regarder le Pacte Pouvoir de Vivre signé par plus de 50 associations, syndicats et autres organismes.](#)
- [Suggestions d'intervenants pour avoir un discours clair et précis sur l'origine du changement climatique : Jean-Marc Jancovici, Gaël Giraud, Arthur Keller, Vincent Mignerot, Aurélien Barrau.](#)
- [Analyser les remarques d'un climatoseptique \(extrait fourni\).](#)
- [Suggestion de débat entre économistes sur l'utilisation des revenus d'une potentielle taxe carbone en séance publique.](#)
- [Prendre garde aux utopies qui ne sont réalistes et écouter Jancovici.](#)

Synthèse des "Contributions transversales"



- [Auditionner le président de la "Commission d'enquête sur l'impact économique, industriel et environnemental des ENR..." de l'Assemblée Nationale.](#)
- [Invitation à lire les opinions exprimées par Alain Juppé et Nicolas Sarkozy sur la démographie, le climat et l'environnement.](#)

Changer l'état d'esprit autour de la lutte contre le dérèglement climatique

- [Créer une Cellule/Plateforme d'accompagnement psycho-émotionnel, Eco-dialogue pour faciliter le changement de comportement des citoyens.](#)
- [Changer la devise de la France.](#)
- [Repenser notre mode de vie autour de la sobriété, de la décentralisation et du partage.](#)
- [Instaurer un permis de protection de la planète.](#)
- [Faire évoluer la culture : nourrir l'esprit collectif, sortir des crispations égoïstes.](#)
- [Mettre en place des journées symboliques "zéro télé" progressivement.](#)
- [Créer un statut de personnalité juridique pour la flore et la faune.](#)

Adapter l'aménagement du territoire et anticiper la gestion de potentielles catastrophes naturelles

- [Installer des voiles d'ombrage dans les rues.](#)
- [Stopper le développement d'infrastructures routières.](#)
- [Systématiser l'éolien et le solaire urbain.](#)
- [Adapter la ville au changement climatique.](#)
- [Sanctuariser les voies ferrées abandonnées.](#)
- [Mettre en place une meilleure gestion des inondations.](#)
- [S'équiper de canotiers.](#)
- [Faire un recueil des propositions des membres de la Convention et des contributions citoyennes à destination des particuliers, PME/ETI, grands groupes et administration.](#)
- [Développer le végétal local, notamment en rétablissant des haies à la campagne comme en ville.](#)
- [Recréer des puits de carbone : filière bois et réserves de nature sauvage.](#)
- [Planter un arbre par enfant.](#)

Assurer une décentralisation plus poussée pour accroître la résilience locale

- [Autonomiser les collectivités locales.](#)
- [Généralisation des coopératives et structures collectives comme modèle de société.](#)
- [Valoriser les initiatives locales pour contrer massivement la menace climatique.](#)
- [Créer des maisons communales.](#)
- [Remplacer les pelouses inutiles par des forêts denses.](#)
- [Réorganiser les lieux de travail, commerce et services publics pour les rendre plus proches de l'habitation.](#)
- [Ouvrir des Maisons écocitoyennes pour la transition.](#)
- [Développer les activités des centre-villes / Stop aux zones industrielles.](#)
- [5 propositions de décisions nationales pour nous aider à sortir de la menace climatique grâce à l'articulation des initiatives locales et gouvernementales.](#)
- [Généraliser la redevance incitative pour la collecte d'ordures ménagères.](#)
- [Changer l'aménagement du territoire pour avoir beaucoup plus de mixité pour notre bien être et notre environnement.](#)
- [Favoriser le repeuplement des déserts ruraux.](#)

Rénover la démocratie afin d'être mieux armés pour combattre l'urgence climatique

- [Réviser les institutions politiques afin de sortir des usages établis.](#)
- [Encadrer les lobbys pour conserver la cohérence des politiques d'adaptation au changement climatique.](#)
- [Exclure les élus des débats écologiques.](#)
- [Institutionnaliser le système des assemblées citoyennes.](#)
- [Exiger un référendum pour la mise en place d'un processus constituant piloté par une assemblée tirée au sort.](#)
- [Rendre transparent les lobbys.](#)
- [Renouveler et institutionnaliser la Convention citoyenne pour la transition écologique.](#)
- [Créer un poste de Vice-Premier ministre.](#)
- [Créer une compétence intercommunale obligatoire "énergie".](#)

Synthèse des “Contributions transversales”



- [Rendre obligatoire l'organisation, en un an, par chaque Prefecture \(ou Prefecture désignée si plusieurs concernées\), des conventions citoyennes sur le climat, à l'échelle des bassins de vie \(sans limite régionale ou départementale\).](#)
- [Déconcentrer les parlementaires pour qu'ils soient plus près des populations et moins des lobbys.](#)
- [Constitutionnaliser la transition bas carbone pour l'imposer à toute loi.](#)
- [Changer le rapport aux experts économiques.](#)
- [Organiser des référendums éclairés pour une vraie démocratie participative.](#)
- [Instaurer le Référendum d'Initiative Citoyenne \(RIC\).](#)
- [Démocratiser le pouvoir économique et instaurer des monnaies citoyennes.](#)

Mettre en place des leviers de régulation de la démographie

- [Envisager la décroissance démographique.](#)
- [Modifier la répartition des allocations familiales.](#)
- [Réduire la natalité même en France.](#)
- [Maîtriser la surpopulation humaine : débattre et agir.](#)

Déployer des campagnes d'information visant à améliorer le niveau d'éducation sur le sujet du climat

- [S'appuyer sur des avis scientifiquement établis.](#)
- [Tirer profit des enseignements de la recherche en sciences sociales.](#)
- [Mettre en place une pédagogie incitative vers l'écologie.](#)
- [Créer un fonds de formation pour les collectivités.](#)
- [Réquisitionner des espaces publicitaires pour informer le public.](#)
- [Multiplier les occasions de faire de la pédagogie au cours de la vie des individus.](#)
- [Réaliser des fresques du climat.](#)
- [Fournir des informations sur l'évolution du climat et des paramètres qui l'influencent.](#)
- [Clarifier le fonctionnement du ministère de l'économie.](#)
- [Demander à des célébrités de faire de la promotion.](#)
- [Rendre obligatoire dès le CM1 une formation au climat \(différents formats proposés\) et des activités ludiques de sensibilisation pour les plus jeunes \(upcycling\).](#)
- [Comprendre le formatage du mode de pensée du néo-libéralisme économique.](#)
- [Généraliser la formation aux enjeux climats dans l'intégralité des cursus scolaires \(suggestion de support : La Fresque du Climat\).](#)
- [Organiser une grande campagne de sensibilisation au problème du réchauffement climatique comme elle l'a été fait pour la consommation d'alcool ou de tabac.](#)
- [Rendre obligatoire l'enseignement des enjeux climatiques à l'école dès le plus jeune âge.](#)
- [Enseigner le changement climatique dès le cycle 3 à l'école primaire.](#)
- [Éduquer massivement sur la question des ordures et déchets, à l'école, dans les communes, sur les médias.](#)
- [Demander un "Climaction" annuel à portée éducative.](#)
- [Proposer des auto-formations écologiques.](#)

Ouvrir une réflexion globale sur la production d'énergie nationale

- [Développer l'énergie solaire.](#)
- [Décarboner la production d'énergie.](#)
- [Nationaliser la production d'énergie.](#)
- [Réfléchir à une société réorganisée pour une décroissance volontaire dans la solidarité sur des territoires.](#)
- [Ne pas tout faire de travers.](#)
- [Massifier la réutilisation d'énergie chimique/chaleur fatale en zone urbaine.](#)
- [Reprendre le projet Astrid sur la gestion des déchets nucléaires, abandonné pour raisons budgétaires.](#)

Adapter la fiscalité pour inclure les objectifs climatiques

- [Inclure le coût carbone dans le coût des produits.](#)
- [Mettre en place un impôt sur la nationalité afin de lutter contre l'évasion fiscale.](#)
- [Moderniser le système fiscal pour incorporer les contraintes climatiques.](#)
- [Nationaliser les richesses privées au-delà d'1 milliard.](#)
- [Dégager des fonds d'investissements dans la transition.](#)
- [Mettre en place un éco-don carbone.](#)
- [Réduire la fiscalité de l'ISR afin d'inciter les investisseurs à agir.](#)

Synthèse des “Contributions transversales”



- [Taxer proportionnellement les produits venant de loin pour devenir naturellement vertueux.](#)
- [Trouver un budget à la hauteur du réchauffement climatique.](#)
- [Favoriser les financements, prêts et subventions à une agriculture et un entrepreneuriat local, social et durable.](#)
- [Faire de la France un exemple pour le reste du monde.](#)

Remodeler les indicateurs utilisés en fonction des objectifs de réduction des émissions

- [Arrêter de calculer le PIB.](#)
- [Instaurer une évaluation environnementale pour les élus territoriaux.](#)
- [Supprimer les lignes de budgets "à dépenser" avant la fin d'année.](#)
- [Etablir des indicateurs clés.](#)

Prendre des initiatives internationales pour instituer des standards exigeants

- [Rédiger une déclaration universelle relative au climat.](#)
- [Renvoyer à plus tard les Jeux Olympiques.](#)
- [Négocier le désarmement pour économiser les GES de la défense.](#)
- [Utiliser la dissuasion nucléaire pour obtenir des engagements climatiques.](#)
- [Prendre l'initiative d'une politique européenne de l'énergie.](#)
- [S'affranchir des règles et traités internationaux incompatibles avec nos objectifs et prendre la tête d'un mouvement global.](#)
- [Fixer un prix du carbone à l'échelle européenne.](#)
- [Supprimer les banques et tout mettre sur la blockchain.](#)
- [Ne pas oublier l'Europe.](#)
- [Proposer un référendum universel proclamant l'abolition de l'argent.](#)
- [Durcir les réglementations européennes et internationales sur le méthane en imposant un contrôle officiel des installations et de leurs dérives.](#)
- [Organiser une convention citoyenne au niveau européen.](#)

Mettre en oeuvre des mesures précises et efficaces contre le réchauffement climatique

- [Supprimer les cadeaux en plastique inutiles.](#)
- [Mettre en place des forêts de la mémoire sur toutes les communes.](#)
- [Réorienter la compensation volontaire.](#)
- [Interdire les climatisations électriques dans les habitations.](#)
- [Créer un compte épargne CO2.](#)
- [Créer une brigade de casques verts pour lutter contre la coupe d'arbres illégale.](#)
- [Ne pas pomper la nappe phréatique de l'Isère.](#)
- [Rendre obligatoires les lampadaires autonomes.](#)
- [Arrêter l'éolien pour prioriser l'isolation des logements.](#)
- [Interdire les sports auto-moto.](#)
- [Instaurer un véritable contrôle des stratégies territoriales des PCAET \(Plan Climat Air Energie Territorial\).](#)
- [Supprimer l'éclairage des vitrines et écrans publicitaires.](#)
- [Diminuer la fabrication de SUV au profit de "petites" voitures.](#)
- [Obliger les nouvelles constructions à être dans l'autoconsommation énergétique.](#)
- [Faire attention au danger des champs électromagnétiques.](#)
- [Taxer toutes les transactions internet et téléphoniques.](#)
- [Restructurer et développer massivement la police de l'environnement.](#)
- [Interdire la publicité.](#)
- [Légaliser l'humusation, un nouveau mode de sépulture plus écologique.](#)
- [Lever toute incertitude sur la contribution anthropique.](#)
- [Payer les agriculteurs qui changent leurs pratiques pour le CO2 qu'ils captent.](#)
- [Favoriser un nouveau fonctionnement social et de nouveaux modes de consommation, en même temps que la prise de conscience citoyenne en mettant à disposition un lieu de convivialité dans chaque village/ville.](#)
- [Adapter le soutien financier, à toutes les échelles, municipale, communauté de commune, département, région, état, europe, aux seuls projet allant dans le sens du respect du climat avec des plans de transition.](#)
- [Récupérer les huiles de cuisines pour en faire du combustible.](#)
- [Lutter contre le gâchis d'énergie.](#)
- [Mettre de nouvelles centrales nucléaires seulement si elle réutilise comme combustible l'uranium des anciennes centrales.](#)

Synthèse des "Contributions transversales"



- [Instaurer une échelle de revenus maximum.](#)
- [Réaliser un mix énergétique décarboné avec le nucléaire comme transition vers le tout-renouvelable.](#)
- [Agir sur les inégalités en s'attaquant d'abord aux consommations des plus riches.](#)
- [Changer la stratégie concernant l'eau dont la France ne manque pas, si ce n'est de réserves.](#)
- [Viser l'indépendance énergétique avec le solaire, l'éolien, l'hydraulique, la biomasse et la méthanisation et non le nucléaire qui est un gouffre financier.](#)
- [Demander des exigences de qualité et de durabilité renforcées sur les objets produits en plastique.](#)
- [Prendre exemple sur les exigences scandinaves pour les poêles et les casseroles.](#)
- [Développer des "rues en transition".](#)
- [Donner un pouvoir d'enquête aux parties.](#)
- [S'attaquer aux causes plutôt qu'aux conséquences.](#)
- [Encadrer sérieusement les équipements et de taxer significativement les entreprises exploitant des ouvrages présentant des fuites de SF6.](#)
- [Encadrer la chasse sur des terrains adaptés.](#)
- [Créer des jardins "communs" autour des villes.](#)
- [Instaurer un revenu climatique pour tous les citoyens.](#)

Développer de nouvelles normes et refondre l'organisation de l'Etat

- [Intégrer l'urgence écologique comme priorité par rapport aux contraintes budgétaires.](#)
- [Introduire un délit de climato-négationnisme.](#)
- [Supprimer les lois qui sont en faveur des entreprises plutôt que des citoyens.](#)
- [Créer un ministère du climat géré directement par le Premier Ministre.](#)
- [Faire un bilan carbone pour tout nouvel investissement public.](#)
- [Former les élus aux enjeux environnementaux.](#)
- [Réécrire nos règles comptables de telle sorte qu'elles prennent en compte nos impacts sur l'environnement et le climat.](#)
- [Octroyer le statut d'entité légale aux écosystèmes capteurs de CO2, comme cela a été fait en Inde.](#)
- [Ne pas tout miser sur l'économie circulaire qui pourrait ne pas être suffisante.](#)
- [Faire reconnaître le crime d'écocide et faire intervenir Valérie Cabanes, juriste internationale.](#)
- [Taxer fortement la publicité.](#)
- [Revoir le système fiscal pour le rendre plus juste et plus adapté.](#)
- [Introduire en droit la notion de "crime climatique".](#)
- [Inscrire le respect de l'environnement et de la biodiversité dans la Constitution.](#)
- [Arrêter de soutenir financièrement tout ce qui est mauvais pour le climat et transférer les financements.](#)
- [Obliger la responsabilité à tomber sur quelqu'un lors de bavures policières, le Ministre de l'Intérieur le cas échéant.](#)
- [Financer la transition en reversant à l'Etat une partie des comptes courants plutôt qu'aux banques.](#)
- [Imposer un code couleur "transition énergétique" aux banques et aux produits financiers.](#)

Mettre à contribution le monde de la recherche

- [Améliorer le recyclage des combustibles nucléaires.](#)
- [Améliorer l'efficacité du photovoltaïque.](#)
- [Transférer les fonds des énergies fossiles vers la recherche en énergies renouvelables.](#)
- [Etude de faisabilité industrielle d'un procédé d'extraction du dioxyde de carbone.](#)
- [Créer un centre de recherches et d'applications sur l'écologie, la solidarité, et le développement durable pour le bien être en milieu urbain.](#)
- [Encourager les investissements dans le domaine des technologies alternatives \(ex : voitures à hydrogène\).](#)

Introduire des taxes modulables, compatibles avec l'objectif de justice sociale

- [Instaurer une taxe et des chèques carbonés.](#)
- [Moduler la TVA afin de décourager les comportements émetteurs de CO2.](#)
- [Prêter une attention particulière à la justice sociale.](#)
- [Encadrer le revenu maximal.](#)
- [Réduire les inégalités pour faire accepter la réduction des émissions.](#)
- [Créer une taxe climat pour les entreprises qui ne font pas assez d'effort dans la lutte contre le réchauffement climatique.](#)
- [Imposer une compensation carbone aux frontières.](#)

Synthèse des “Contributions transversales”



- [Créer un compte carbone individuel pour un objectif démocratique et des arbitrages individuels.](#)
- [Appliquer des bonus-malus pigouviens à la distribution des bénéfices.](#)
- [Créer une taxe pour l'effort environnemental d'urgence \(TEEU\) pour les 1%.](#)
- [Taxer les voyages aériens.](#)

Impulser une transformation globale en profondeur de la société

- [Valoriser socialement les comportements vertueux.](#)
- [Imaginer des systèmes qui permettent aux agriculteurs de se reconvertir vers des méthodes saines.](#)
- [Favoriser la transition à une agriculture augmentant le taux de matière organique du sol.](#)
- [Cesser de faire porter les changements sur les seules bonnes volontés.](#)
- [Donner du temps pour sortir du carbone.](#)
- [Supprimer la propriété privée.](#)
- [Effectuer une reforestation massive.](#)
- [Opter pour une décroissance rapide et solidaire de 10 à 15% par an pour éviter le pire.](#)
- [Pérenniser les biens communs.](#)
- [Mettre la finance au service de la transition climatique.](#)
- [Réduire les livraisons à domicile de colis.](#)
- [Plan d'action pour réduire d'au moins 40 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, dans un esprit de justice sociale.](#)
- [Nécessité fait loi - suggestion de stratégie avec un Etat planificateur et rassembleur.](#)
- [Créer un revenu de base en monnaie locale citoyenne complémentaire.](#)
- [Interdire les lobbys.](#)
- [Mieux répartir le temps de travail, tout en supprimant au maximum la voiture \(et donc les emplois liés à sa fabrication/consommation\).](#)
- [Créer l'ECOPRIME, une seconde monnaie pour SURVIVRE.](#)
- [Remettre à plat les besoins et les usages sans attendre.](#)
- [Profiter des taux d'intérêt très bas pour faire un emprunt de l'Etat pour financer la transition énergétique.](#)
- [Réduire de 10% son temps de travail, taille de logement, ses courses, etc. et obtenir beaucoup plus.](#)

Autres propositions

- [Prendre soin de la nature en refondant l'agriculture.](#)
- [Étendre l'initiative Territoire Zéro Chômeur.](#)
- [Monter au sein de Radio France une cellule de formation et d'investigation sur la compréhension du dérèglement climatique.](#)
- [Interdire la publicité pour tout produit très polluant en carbone.](#)
- [Lutter efficacement contre les perturbateurs endocriniens.](#)
- [Limiter le bilan carbone dans le secteur technologique.](#)
- [Revitaliser des secteurs ruraux ou de montagne en voie de désertification grâce aux énergies renouvelables.](#)
- [Faire le plaidoyer pour l'humusation.](#)
- [Baisser le taux légal d'alcoolémie au volant.](#)
- [A problème global, solution globale: présentation du Concept Dit Zident.](#)
- [Chansons écolo-décroissantes par le groupe BA13 à disposition des membres de la Convention.](#)
- [Proposer au Président de la République de s'engager en écrivant un grand discours sur le modèle de société vers lequel nous voulons aller.](#)
- [Commencer par réduire les inégalités en mettant tout en oeuvre pour subvenir aux besoins vitaux de base.](#)

33 contributions d'organisations présentées par leur résumé



Mettre la finance au service du climat (Agir pour le climat)

Le Pacte Finance-Climat est un plan de financement de la transition écologique au niveau européen. Il repose sur deux instruments : une Banque européenne du climat et de la biodiversité et un Fonds européen climat et biodiversité. Le premier doit mettre à la disposition de tous les acteurs économiques (États, collectivités territoriales, entreprises, ménages) des prêts à un taux privilégié pour mener des projets et des travaux qui serviront nos objectifs climatiques en même temps qu'ils seront rentables. Le second doit permettre de financer directement des projets et de subventionner des activités qui ne seront pas rentables, ou à une échéance trop lointaine, mais qui sont indispensables si nous voulons atteindre la neutralité carbone en 2050.



Choisir le fluvial pour diminuer l'impact environnemental du transport de marchandises (Agir pour le Fluvial)

La convention citoyenne "a pour mandat de définir une série de mesures permettant d'atteindre une baisse d'au moins 40 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 ". Or, le transport est responsable de 35% des émissions de GES, dont 25% sont imputables au transport de marchandises.

89 % des transports sont effectués par la route, moins de 10% par le ferroviaire et à peine 3% par le fluvial. Nous avons le plus grand réseau navigable d'Europe: 8500 km de voies navigables, mais le moins utilisé: la part du transport fluvial aux Pays Bas est de 43%, 15% en Allemagne et 12% en Belgique.

Le transport fluvial consomme entre 2 et 7 fois moins de carburant que la route, et émet moins de CO2 dans les mêmes proportions. Une péniche au gabarit freycinet qui peut naviguer partout en Europe transporte l'équivalent de 17 poids lourds, un convoi sur le Rhône ou la Seine l'équivalent de 250 camions. Malheureusement le fluvial reste le parent pauvre des modes de transport, et les canaux manquent de moyens pour leur entretien: moins de 1% des investissements publics sur les infrastructures de transport lui sont consacrés.

Pourtant, sans création de nouvelle infrastructure, il est possible de multiplier par 4 le volume de marchandises sur le réseau existant. Il est donc indispensable de redonner vie aux canaux et de les utiliser pour réduire l'impact environnemental des transports de marchandises.

PAS DE LOGO
DISPONIBLE

Financer les réformes, Limites de la convention, Constitution, Limites d'un Plan Climat local, manque de transparence de la convention, participation (Annonay Com'Une Planète)

Il est nécessaire de traiter d'autres sujets pour avoir une vision globale du problème. Une stratégie de financement transversale et indépendante est nécessaire pour éviter des effets rebonds dévastateurs, les détournements des taxes, et permettre de financer des investissements lourds dans certains domaines grâce à des économies dans d'autres. Les politiques à mener à toutes les échelles doivent être effectives, mises en place, suivies et prévoir des sanctions/conséquences si les résultats ne sont pas atteints. Il faut que ces sanctions soient appliquées.

Le dispositif proposé dans le CCC doit être modifié pour s'améliorer, augmentant leur crédibilité et leur efficacité tout en prenant plus soin des participants. La démocratie participative en générale doit être intégrée au fonctionnement normal de la démocratie.



Compenser son impact carbone en soutenant financièrement les villageois africains via le réseau APAF dans leur plantation d'arbres fertilitaires (APAF)

L'Afrique de l'Ouest subit déjà de plein fouet les affres du changement climatique avec une augmentation de la température moyenne de 2°C, un bouleversement des régimes de pluies et des cycles de l'eau, une dégradation des ressources naturelles avancée avec une déforestation massive. Les boisements jouent un rôle essentiel dans le cycle de l'eau, la conservation des sols, le piégeage du carbone, le climat ...

Des modes inappropriés des gestions des terroirs aggravent la situation. L'agriculture demeure le principal moteur de la déforestation dans le monde. Il est urgent de favoriser des interactions positives entre l'agriculture et les forêts.

Les paysannes et paysans du réseau agroforestier APAF de l'Afrique de l'Ouest, veulent participer activement à la LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE par la création de Puits Carbone qui sont aussi leurs outils de production.

Pour répondre à la demande croissante de productions mondiales (chocolat, café...) les africains ont besoin de paysages à forte productivité. Les techniques forestières (arbres fertilitaires) vulgarisées par l'APAF inversent le processus de dégradation des terres par la pratique de systèmes d'exploitation économiquement viables et écologiquement stables pour plus de productivité et de sécurité alimentaire, et fixent énormément de carbone. Après 15 ans, d'existence, un champ agroforestier APAF en zone tropicale humide (café, cacao) d'un ha fixe 635 tonnes de CO₂ (source : élèves ingénieurs CENTRALE SUPELEC). Sur des dizaines de millions d'ha, le potentiel de puits carbone est énorme.



Contribution APVF (APVF)

Les revendications mises en avant par le mouvement des « Gilets Jaunes » ont permis de rappeler la nécessité de lier transition écologique et justice fiscale. Il convient, d'ailleurs, de souligner que la mobilisation de cette France des « invisibles » ne doit en aucun cas être perçue comme une opposition à cette transition, bien au contraire. La question sociale et les fractures territoriales se doivent d'être au cœur des politiques publiques environnementales. Oublier ce paramètre essentiel reviendrait à faire de l'écologie un élément discriminant de plus, un marqueur social ou de résidence.

Pour être portée par tous, l'écologie doit être solidaire, équitable et populaire au sens littéral. Lorsqu'elle ne se traduit concrètement que par une augmentation de taxes touchant, en premier lieu, ceux qui, « assignés à résidence », sont déjà dans la difficulté, elle est ressentie comme punitive et injuste. Les « Cahiers Citoyens » mis en place dans les mairies ont permis de dégager trois constats essentiels en matière environnementale.



Pour la reconnaissance de nouveaux droits et devoirs de l'Humanité (Association des Amis de la Déclaration Universelle des Droits de l'Humanité)

La Déclaration Universelle des Droits de l'Humanité (DDHu) est le premier texte à reconnaître des droits et des devoirs pour l'Humanité, vis-à-vis d'elle-même, des générations futures, des autres espèces et de la nature. Il est né d'une mission confiée par le Président Hollande à Corinne Lepage dans le cadre de la préparation de la COP21. Il ne s'agit pas de remplacer les textes existants mais de bâtir un texte complémentaire fixant des droits et des devoirs, non plus individuels, mais collectifs. Cette déclaration propose notamment de créer une interdépendance entre les espèces vivantes, d'assurer leur droit à exister et le droit de l'Humanité de vivre dans un environnement sain et écologiquement soutenable.

Elle n'est pas une convention et n'a pas de caractère contraignant pour les Etats qui l'adopteront. C'est donc une première étape, comme l'a été il y a trente ans la Déclaration des droits de l'enfant qui a ensuite donné lieu à la Convention des droits de l'enfant vingt ans plus tard. De même la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 n'est qu'une déclaration mais elle a imprégné notre droit depuis un demi-siècle. Aujourd'hui, ce texte est soutenu par un Etat, de nombreuses villes, barreaux, entreprises, ONG et citoyens. Elle est également soutenue par de nombreuses personnalités, notamment Ban Ki-Moon, ancien Secrétaire Général de l'ONU, Jeremy Rifkin ou encore Kenneth Roth.



Décarboner le secteur de la construction (Association LESA)

Constat : Le secteur du bâtiment, une véritable catastrophe. Avec l'agriculture et les transports, le bâtiment est l'un des trois piliers du changement climatique, une machine à carbone qui détruit peu à peu notre planète.

En France, la construction représente plus de 40% du bilan carbone, dont 6,9% sont dus au ciment. L'exploitation démesurée de ressources non renouvelables comme le sable (pour le ciment, ...) et bien sûr le pétrole (pour les isolants, ...) jusqu'à l'épuisement, la transformation énergivore (cuisson...) de ces matières premières en matériaux de construction, qui deviendront des déchets toujours plus nombreux, nous ont aujourd'hui amenés dans une impasse écologique. Certains de ces déchets seront parfois même incinérés. Tout ceci explique le bilan carbone de ce secteur.

Beaucoup d'habitations construites entre 1950 et 2000, à la va-vite, mal conçues, très peu isolées, sont devenues aujourd'hui de réelles passoires thermiques, qui mettent de plus en plus de foyers dans une grande précarité énergétique.

La dépossession de ressources publiques au profit d'une industrialisation excessive laisse la place à des techniques privilégiant toujours le profit immédiat. Ainsi, lorsqu'on utilise des méthodes telles que le séchage industriel du bois, pour une utilisation et une rentabilisation plus rapide, on influe sur le bilan carbone de cette ressource. Pourtant il existe une alternative. On peut changer nos systèmes constructifs. BTP doit devenir Bois Terre Paille.



La monnaie, point aveugle de la crise climatique (Axiom Team)

Notre association soutient une initiative transnationale de refondation de la monnaie unique en son genre appelé "Monnaie Libre". La Monnaie Libre pourrait contribuer à installer une économie globale respectueuse des humains et de l'environnement limitant le changement climatique et ses effets.



L'Etat comme les capitaux privés doivent financer la transition écologique et énergétique (CFDT)

Pour atteindre la trajectoire des objectifs nationaux en matière de climat, il manque entre 30 et 85 milliards d'euros d'investissements annuels. L'État doit être moteur dans le financement de la transition écologique et énergétique. Mais au regard des besoins de financements, les capitaux privés doivent massivement être réorientés pour financer les projets favorisant la transition écologique.



Pour un enseignement supérieur à la hauteur des enjeux climatiques (Coalition d'organisations de jeunes)

Organisations représentant la jeunesse et le monde étudiant, nous sommes nombreuses à travailler depuis des années pour une meilleure intégration des enjeux climatiques, environnementaux et sociaux dans l'enseignement supérieur. Aujourd'hui, nous contribuons ensemble pour porter d'une seule voix plusieurs propositions pour une véritable éducation sur ces questions.

L'enjeu est grand : la transition écologique ne peut se faire que si l'ensemble de la population a conscience de ce que représente aujourd'hui la crise climatique et intègre ces enjeux dans sa vie active. Il faut dès lors s'assurer que tous les étudiants aient de solides connaissances ainsi qu'une compréhension du rôle de leur futur métier dans la transition. Par ailleurs, tous les établissements d'enseignement supérieur doivent aussi avoir un rôle exemplaire vis-à-vis de leurs étudiants en enclenchant eux-mêmes cette transition écologique dans leurs campus. Or, force est de constater qu'aujourd'hui très peu d'établissements sont à la hauteur. Seulement 11% des formations dispensent des cours sur le réchauffement climatique et la transition énergétique (The Shift Project, 2018). En tant qu'étudiants, jeunes diplômés, nous faisons l'expérience directe de cette lacune dans notre enseignement, alors que la population doit être formée et sensibilisée pour comprendre et accepter la mise en œuvre de politiques climatiques ambitieuses.

Pour cela, nous proposons de:

1. Mettre en place un socle commun de connaissances précises et critiques des enjeux climatiques et environnementaux.
2. Généraliser, en plus du socle commun, un enseignement de ces enjeux adapté à chaque cursus, notamment dans l'enseignement supérieur.
3. Garantir l'importance et la qualité donnée aux formations sur ces enjeux.
4. Exiger un plan massif de formation continue rendant obligatoire la formation aux enjeux climatiques et environnementaux
5. Rendre obligatoire l'application du Plan Vert pour les établissements d'enseignement supérieur d'ici 2022.
6. Rendre les partenariats des établissements compatibles avec la transition écologique.
7. Les députés Delphine Batho, Matthieu Orphelin et Cédric Villani ont déposé une proposition de loi sur l'intégration des enjeux climatique et environnementaux dans l'enseignement supérieur: <http://www.assemblee-nationale.fr/15/propositions/pion2263.asp>.

Cette proposition de loi permettrait de répondre à plusieurs des propositions citées précédemment. Elle n'est à ce jour qu'au stade de révision, en vue de la rédaction d'une version définitive. Par ailleurs, nous ne savons toujours pas qui pourra inscrire cette proposition de loi à l'ordre du jour du Parlement. Nous incitons la Convention citoyenne pour le climat à soutenir cette proposition de loi et à demander à ce que le Gouvernement la mette à l'ordre du jour parlementaire et la fasse appliquer dans les prochains mois.

Contacts pour une audition: Félix Garnier, felix.garnier@fage.org ; Margot Duvivier, presidence@refedd.org

PAS DE LOGO
DISPONIBLE

[Redescendre sur Terre, renouer un attachement à la terre, distinguer ce qui est vital et ce qui ne l'est pas, engager notre métamorphose \(Collectif de Scientifiques Climat-Environnement\)](#)

Dans ce contexte, nous formulons deux propositions concrètes inspirées par le besoin de : discerner entre ce qui est vital et ce qui ne l'est pas, comme prérequis à l'action; et de faire cesser en conséquence certains choix d'aménagement et d'investissements qui alourdissent les émissions de GES et réduisent les marges d'adaptation future. Ces propositions ne sont pas des solutions miracle. Elles sont faites sans prétention de savoir mieux mais avec la conviction qu'une métamorphose sociétale doit s'élaborer dans un cadre plus ouvert que celui défini par votre lettre de mission.

/ Redescendre sur Terre /

Le secteur du transport aérien est responsable de 6% des émissions de GES françaises, trafic international inclus [4]. Il s'engage actuellement dans des actions de réduction d'émissions peu ambitieuses [5] au regard des objectifs de l'Accord de Paris. Les grands aéroports français ont tous des projets d'extension (l'aéroport CDG accueillerait 40 millions de passagers supplémentaires chaque année d'ici 15 ans [6]). Ces agrandissements s'appuient sur des perspectives du marché qui anticipent 50% de croissance du transport aérien en Europe d'ici 2037 [7]. Il en résulterait une aggravation de la contribution du secteur aérien au réchauffement climatique [8,9]. L'usage massif d'agro-carburants envisagé par le secteur aérien [5,10] pour maîtriser ses émissions aurait des répercussions importantes sur l'usage des terres [11], avec des implications probables en terme de sécurité alimentaire [11,12].

/ Renouer un attachement à la terre /

La connaissance que nous avons des effets du changement climatique sur les continents est entachée d'incertitudes même pour un réchauffement global inférieur à 2°C. Certaines de ces incertitudes resteront irréductibles. Au-delà de 2°C, les incertitudes augmentent sensiblement. Très concrètement, nous avons de vraies difficultés à anticiper l'évolution des rendements agricoles d'ici à quelques décennies, à l'échelle nationale ou mondiale [11]. Nous notons néanmoins que les conditions extrêmes (canicules, sécheresses saisonnières, etc.) déjà observées ces dernières décennies mais plus fréquentes et plus intenses avec le dérèglement climatique [2] ont eu, en France et ailleurs, des effets négatifs voire catastrophiques sur la production agricole [11,17]. L'évolution du climat s'accompagne en outre de la migration de parasites ou maladies auxquelles les plantes n'ont pas le temps de s'adapter [11]. Par ailleurs, le niveau élevé de la production agricole actuelle repose sur un usage massif de produits phytosanitaires que tout appelle à diminuer [18], du fait des conséquences sur la santé, la qualité des eaux et les écosystèmes.



Payer une partie de mes impôts avec mes réductions de CO2 (Compte CO2)

95% des personnes ne connaissent pas leurs émissions de CO2.

Tous les dispositifs existants (Primes Anah, C2E, TVA à 5.5%, aides locales, PTZ) estiment ex-ante les potentielles réductions de consommation d'énergie. Ce qui incite tous les « chasseurs de primes » à attendre la meilleure prime pour remplacer leur équipement défectueux (effet d'aubaine) et ne participe pas à la construction d'un récit collectif autour du climat. L'absence de cette narration commune, à tous les niveaux de la société française (parfaitement illustrée à l'occasion de la limitation de vitesse à 80 km/h) empêche l'atteinte de la neutralité carbone.

Pour la construction d'un projet commun autour du climat, tous les agents économiques comptabiliseraient leurs réductions d'émissions de CO2. Cette comptabilisation, ex-post, sur la base de données réelles, suit une méthodologie agréé en 2012 par la CCNUCC et l'Etat Français, et disponible sur le site de la DGECC ici (méthodologie expérimentale pour les foyers fiscaux...).

L'Etat pourrait accepter qu'un agent économique paye une infime partie de son impôt sur le revenu avec ses économies de CO2 (consentement à payer l'impôt). Ce mécanisme, reprend l'esprit de la loi de « dation en paiement » (1716 bis du CGI), instaurerait une « dation en CO2 ». La valeur libératoire des réductions d'émissions de CO2 serait fixée par la taxe carbone, ce qui inciterait les agents économiques à enfiler des « gilets verts » afin de militer pour une augmentation de cette taxe.



Le succès de la stratégie climatique passera par les citoyens et les territoires (Coordination nationale des Conseils de développement)

Le succès de la stratégie climatique nationale sera largement conditionné par son exécution dans les territoires et par son appropriation active par les citoyens. Actuellement, les principaux écarts entre les objectifs et les résultats se trouvent dans les secteurs concernant le plus directement les citoyens, et relevant des compétences territoriales.

La réussite passera par une capacité à transcrire la stratégie nationale dans les territoires de façon différenciée, au terme d'un processus participatif de co-construction avec les acteurs et les citoyens, puis d'un accompagnement des citoyens dans la mise en œuvre des actions.

Les Conseils de développement, instances permanentes de participation citoyenne sur les politiques et l'action publique territoriale, sont particulièrement bien placés pour participer à ces différents processus, en lien avec les élus, les instances de participation communales, les acteurs associatifs et les citoyens. Leur expérience et leur connaissance des particularités de chaque territoire permettra un déploiement rapide, grâce à une politique de mobilisation des citoyens par les citoyens et les acteurs, avec le soutien des pouvoirs publics locaux.



Faire de l'école un lieu fort de construction de la conscience éco-citoyenne (CRAP - Cahiers Pédagogiques)

Un mouvement pédagogique propose de faire de l'école un lieu d'initiation aux projets éco-responsables qui favorise la « collaboration citoyenne ».

L'école est le lieu par lequel tout jeune citoyen passe dans sa vie et donc où chacun va pouvoir acquérir une conscience et des gestes respectueux de la planète. Nous proposons que cet apprentissage soit au coeur de la culture scolaire, que ce soit sous forme de projets pour rendre son école, sa vie éco-responsable, mais aussi en mettant les priorités planétaires au coeur des apprentissages.

PAS DE LOGO
DISPONIBLE

Monsieur le Président de la République, mettez la jeunesse et les milieux populaires au cœur de la transition écologique ! (Des associations et mouvements chrétiens du social et de la jeunesse)

Des associations et mouvements chrétiens demandent dans une tribune au Président de la République un engagement fort pour des mesures concrètes liant l'écologie et le social.



Fixer l'objectif de la neutralité carbone en 2025 (Extinction Rebellion)

Par cette convention citoyenne pour le climat, la France est le premier pays au monde à mettre en place en la quatrième revendication d'Extinction Rébellion (XR): ""La Création d'une assemblée citoyenne chargée de décider les mesures à mettre en place pour atteindre ces objectifs et garante d'une transition juste et équitable"". Nous nous en réjouissons, cela dit, l'objectif de diminution de 40 % des GES à 2030 fixé par le gouvernement est pour nous beaucoup trop peu ambitieux. Si la France veut prendre le leadership sur cette question, elle doit se montrer à la hauteur des enjeux quitte à s'engager dans le même temps dans un protectionnisme écologique drastique avec les états qui ne suivent pas cette ligne de crête et ainsi montrer la voie aux autres pays du monde.



50 % d'électricité en 2050 : c'est possible mais il faut s'y préparer (Equilibre des Energies - EDEN)

L'atteinte de la neutralité carbone, voulue à l'horizon 2050 par la loi énergie-climat, appelle une nouvelle révolution électrique qui fera passer la contribution de l'électricité au bilan énergétique national de 25 à 50 %. C'est un scénario de rupture auquel chacun doit contribuer.

La nouvelle stratégie énergie-climat de la France est une stratégie de rupture. Il faut en prendre en conscience et engager les actions nécessaires à sa mise en œuvre. Celles-ci sont de trois natures complémentaires :

- mener, sous l'égide des pouvoirs publics, une politique de communication appropriée, afin de reconstruire une image positive de l'énergie électrique ;
- lever les obstacles de nature réglementaire ou fiscale au développement des usages de l'électricité. Il y en a de multiples mais trois d'entre eux pourraient être levés rapidement :
 - la révision du coefficient de conversion en énergie primaire
 - la suppression des inégalités de traitement en matière de fiscalité ;
 - la suppression des mesures discriminatoires en matière de certificats d'économie d'énergie.
- engager les actions de recherche-développement visant à améliorer les techniques d'utilisation de l'électricité ou à en développer de nouvelles. Les technologies sont appelées à jouer un rôle essentiel : nouvelle révolution électrique et révolution numérique vont de pair.



Écogestes ou action collective : pourquoi il ne faut pas choisir (Le vent se lève)

En termes de lutte contre le changement climatique, nos nécessaires changements de comportement individuels ne pourront à eux seuls suffire à atteindre les objectifs de réduction d'émissions fixés par l'Accord de Paris. Au nom de la cohérence, il faut assortir cet engagement à l'échelle personnelle d'un combat politique, collectif et radical. Chiffres à l'appui.

=> <https://lvsl.fr/ecogestes-ou-action-collective-pourquoi-il-ne-faut-pas-choisir/>



Des CCC au niveau locale (Les citoyens pour le renouvellement de la démocratie)

Pour atteindre les objectifs fixés à la CCC, des décisions collectives doivent être prises à tous les échelons : État, région, département, villes et quartier. Seules de nouvelles formes de démocratie, dans l'esprit de la Conférence Citoyenne pour le Climat, peuvent nous permettre de prendre dans la paix, ces difficiles décisions nécessaires aux transitions (et pas seulement sur le climat).

Nous proposons à la CCC de fixer d'ambitieux objectif en termes de démocratie participative. Pour maîtriser le coût et la qualité des démarches participatives, la nouvelle forme de conférences de citoyens, décrite ici est inspirante : <https://lescrd.org/index.php/notre-solution/>

Pour les quartiers cette initiative est également inspirante : <https://www.solucracy.com/fr>

Ici sont référencées un grand nombre de structures qui innovent pour la démocratie : <https://www.democratieouverte.org/les-innovateurs-democratiques/>

PAS DE LOGO
DISPONIBLE

Pour un prix du carbone juste et efficace, adoptons le revenu climatique ! (Lobby Climatique des Citoyens)

La lutte contre le réchauffement climatique nécessite un ensemble de réponses, toutes indispensables. Cependant, il existe un levier plus efficace à lui seul que nombre d'autres mesures. Il s'agit du prix du carbone.

Aujourd'hui, les énergies carbonées sont utilisées en masse car seul leur coût économique est pris en compte, tandis que les gaz à effet de serre sont émis sans véritable contrepartie. Il s'agit là du fondement de la crise climatique en cours.

C'est pourquoi l'application d'un prix du carbone prenant en compte son impact climatique est le principal levier pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre, Cela permettra le développement de modèles énergétiques et de consommation compatibles avec les objectifs de l'accord de Paris.

Dans le même temps, dans une société aussi carbonée que la nôtre (même en France), une augmentation du prix du carbone aura forcément un impact sur la vie quotidienne. Alors comment rendre cette augmentation acceptable ? La réponse est simple et transparente : redistribuer aux citoyens les recettes de la hausse du prix du carbone : c'est ce qu'on appelle le revenu climatique. Ce n'est pas une utopie : certains pays le font déjà !

Enfin, comment faire pour que le prix du carbone ne pénalise pas notre économie à l'international ? Il suffit de mettre en place un ajustement frontalier. Malus pour les importations provenant de pays sans prix du carbone, et compensation pour l'exportation des produits fabriqués à partir de ressources fossiles tarifées.

PAS DE LOGO
DISPONIBLE

Création de maison de l'emploi et de la transition écologique (Maison du Développement Durable de Talence)

Il faut impérativement créer des tiers-lieux assurant le lien entre chercheurs d'emplois, personnes en reconversion professionnelle et étudiants et les secteurs économiques de la transition écologique. Ces lieux qui pourraient être soutenus dans leur création par un appel à projet pour l'animation, les postes de coordonnateurs par le Ministère et de la Transition et par les collectivités mettant à disposition des espaces issus du patrimoine communal.



Le revenu de base, un outil de justice sociale au service de la transition écologique **(Mouvement Français pour un Revenu de Base)**

L'objectif de ce texte est de montrer comment un véritable revenu de base universel, pensé comme outil d'émancipation individuelle et collective, peut être un outil pertinent pour avancer vers une société soutenable écologiquement et socialement.

Le revenu de base est une somme d'argent distribuée mensuellement à toute personne pour lui assurer une existence digne, sans condition. Il favoriserait l'engagement, autant individuel que collectif, et permettrait d'opérer des changements radicaux dans nos manières de consommer, de produire et de travailler. En cela, cette mesure constitue un véritable trait d'union entre écologie et justice sociale.

Nous sommes aujourd'hui confronté-e-s à une double crise, écologique et sociale, en France et plus largement dans le monde. Le mouvement des gilets jaunes a démontré la nécessité de penser ces deux enjeux de manière conjointe, sans quoi les injustices désormais criantes dans notre société seraient renforcées.

Le revenu de base, pensé dans une optique de transition écologique, peut être une proposition efficace, parmi d'autres, pour y parvenir. Car celui-ci vise en particulier à replacer l'économie au service de l'humain et de la nature. Mais aussi parce qu'il vient questionner le système capitaliste actuel basé sur le triangle croissance-consommation-production dont l'échec est désormais particulièrement visible.



Pour une Constitution française écologique et solidaire **(Notre Constitution Écologique)**

Dans le cadre de la réforme constitutionnelle lancée par le gouvernement en avril 2018, la coalition “Notre Constitution Écologique” (composée des associations CliMates, Notre Affaire à Tous, REFEDD et WARN!) a proposé d'amender l'article 1er de la Constitution française comme suit :

« La France est une République indivisible, laïque, démocratique, sociale, solidaire et écologique. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. La République veille à un usage économe et équitable des ressources naturelles, garantit la préservation de la diversité biologique et lutte contre les changements climatiques dans le cadre des limites planétaires. Elle assure la solidarité entre les générations. Une génération ne peut assujettir les générations futures à des lois moins protectrices de l'environnement que celles en vigueur.

Elle respecte toutes les croyances. Son organisation est décentralisée. La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives, ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales.»

Néanmoins, le gouvernement a présenté le 28 août dernier un nouveau projet de loi constitutionnelle avec la formulation suivante : “La République favorise toutes les actions en faveur du climat et de la biodiversité”. Cette formulation non contraignante n'est pas à la hauteur des enjeux.

Nous déposons donc aujourd'hui cette contribution pour que l'article 1er de la Constitution, qui énonce les principes fondateurs de la République française, garantisse la préservation de la biodiversité et l'obligation d'agir contre le changement climatique, dans le cadre des limites planétaires et le respect du principe de non-régression.



Le choix de la sobriété **(Pacte civique)**

Le Pacte civique est partie prenante de la mobilisation sociétale, exprimée avec force par la jeunesse, les syndicats et les associations, les médias, etc., pour s'engager dans une véritable transition écologique et sociale.

Le Pacte civique place beaucoup d'espoir dans la Convention citoyenne pour le climat, processus démocratique novateur particulièrement adapté à la définition d'une stratégie de lutte contre le dérèglement climatique pour notre pays. Il souhaite contribuer à son succès non pas en apportant des solutions concrètes directement applicables, mais en se plaçant au niveau des valeurs, car ce sont bien les valeurs, vécues individuellement et collectivement, qui guident l'action dans la durée, en la préservant à la fois du découragement, des dérives et de l'impatience.

place publique **Communication de masse (Place publique Haut-Rhin)**

L'assemblée nationale a voté le 27 juin 2019 la situation « d'urgence écologique et climatique » pour la France. Une part croissante de la population semble en prendre – partiellement – conscience, mais nous sommes encore très loin d'une mobilisation générale qu'un tel enjeu nécessiterait. Quand une nation entre en guerre, tous les moyens humains et financiers sont mobilisés. Entrer en lutte contre le dérèglement climatique devrait appeler au minimum les mêmes moyens collectifs.

Suite à votre participation à la première session de la Convention Citoyenne pour le Climat, plusieurs d'entre vous ont témoigné, de la « douche froide » reçue par rapport à ce degré d'urgence. Il semble même qu'il s'agisse d'un grand nombre d'entre vous. Cette constatation semble tout à fait recevable étant donnée l'ampleur de la prise de conscience nécessaire pour tout un chacun.

Chaque individu a légitimement besoin de parcourir ce chemin, passant du déni au doute, puis à la prise de conscience, la colère, la résignation, jusqu'à l'acceptation et à l'action. Toutes les propositions que vous allez remettre dans le cadre de cette convention, se heurteront de toutes façons et à différents degrés, à la réticence de la population.

PAS DE LOGO DISPONIBLE **Amélios : ou comment aborder la réforme des retraites dans un paysage écologique angoissant ? (POLE-N)**

Le Président de la République veut réformer beaucoup de secteurs, et notamment les régimes de retraite. Alors que l'humanité est menacée de disparaître comme l'a encore souligné Nicolas Hulot le vendredi 15 novembre devant la convention citoyenne sur le Climat, on continue à réformer en « silo », ministère par ministère « toutes choses égales par ailleurs », avec des arbitrages du Premier Ministre.

Or si c'est bien un domaine où on ne peut que spéculer sur les conditions de vie (ce qui concerne tous les ministères) dans 20, 30 ans ou plus, ce sont les retraites, surtout dans le cas d'un système par répartition.

Or, comme l'écrit Jérémy Rifkin dans son dernier livre, on aura besoin des retraités bénévoles pour opérer la nécessaire transition écologique. Il faut donc avoir une approche systémique globale. Les monnaies « fiat » que sont le dollar, la livre sterling et l'euro ne le permettent pas (cf. « Au Cœur de la monnaie » de Bernard Lietaer). La monnaie doit être « intégrante » de toutes les externalités.

L'Etat étant très endetté, on ne peut changer d'unitaire monétaire, d'où la nécessité d'une monnaie complémentaire afin d'envisager une approche systémique sans aggraver l'endettement. POLE-N a intégré cette contrainte dans son modèle économique Amélios, en test dans le sud du département de l'Oise. Une telle innovation monétaire et comptable devrait permettre d'aborder différemment le problème des retraites, bien d'autres aussi, d'éviter une nouvelle crise sociale. Je renvoie les lecteurs à la première contribution de POLE-N dans la première session : « Amélios : un modèle économique innovant et déjà très efficace ».

réseau action climat france **Une fiscalité écologique plus juste (Réseau Action Climat)**

La Cour des Comptes l'a rappelé le 18 septembre dernier : sans retour de la hausse de la fiscalité carbone, impossible de tenir les engagements de baisse des émissions de gaz à effet de serre que l'État s'est fixés. Pour être efficace, il faut que son taux augmente chaque année. Cependant, dans sa forme actuelle, la taxe carbone est injuste. Souvent les ménages modestes n'ont pas les moyens financiers d'accéder aux alternatives comme la rénovation performante de leur logement ou l'achat d'un véhicule moins polluant. Tout l'enjeu est donc de protéger les ménages à court terme contre un impact excessif sur leur pouvoir

d'achat tout en augmentant les infrastructures collectives et les moyens mis à disposition pour qu'ils puissent prendre leur part à la lutte contre le changement climatique.



Les événements (festival, séminaire, fête d'école, mariage...) peuvent faciliter notre transition écologique (Réseau éco événement - Reeve)

Cette contribution rappelle le rôle important des événements dans le récit collectif de la transition écologique. En rappelant quelques bonnes pratiques transverses identifiées par le REEVE, elle émet quelques préconisations pour faciliter la généralisation des événements responsables en France.



Mettre les citoyens au centre des enjeux climatiques locaux des intercommunalités (Sénat Citoyen)

Le changement climatique et la perte de biodiversité se jouent aussi au niveau local, notamment avec la politique d'aménagement du territoire. Depuis 30 ans les compétences des communes, comme le Plan Local d'Urbanisme, le développement économique du territoire ou encore le traitement des déchets, sont progressivement absorbées par les structures intercommunales. Or ces structures sont parmi les moins démocratiques de la république. Les élus qui y siègent ne sont pas élus sur un programme, ils ne font que représenter leur conseil municipal.

A l'heure où le gouvernement veut supprimer les conseils de développement, il est impératif d'injecter de façon massive la parole des citoyens dans ces instances où se prennent des décisions qui impactent fortement notre vie quotidienne et notre rapport à l'environnement.

Nous proposons donc de créer des assemblées citoyennes d'intercommunalité qui auraient un droit d'initiative, un pouvoir de contrôle et un droit de veto suspensif sur les décisions de l'intercommunalité. Elles seraient également garantes de tous les dispositifs de participation citoyenne et de démocratie directe mis en place sur le territoire. Avec le même effectif que les assemblées élues, composées de citoyens tirés au sort pour un mandat de 2 ans, ces assemblées seraient renouvelées par moitié chaque année. Elles doivent avoir leurs propres moyens de fonctionnement interne et de communication avec la population.

PAS DE LOGO
DISPONIBLE

Auditionner 7 fédérations nationales de protection de l'environnement (Sites et Monuments - SPPEF)

C'est la confirmation d'un courrier et d'un mail du 26.11.19 puis de quelques appels téléphoniques : 7 fédérations de protection de l'environnement (plus de 2000 associations, certaines dont la mienne propre Sites & Monuments disposant d'un agrément national) souhaitent être auditionnées par les conventionnels citoyens. L'éclairage que nous sommes en mesure de leur apporter sur la transition écologique est en effet au cœur des réussites de celle-ci, et donc de la Convention : il importe donc que soit donnée une chance que les propositions qui au final seront émises par ces 150 citoyens prennent en compte les dimensions et la vision globale des problématiques du climat que nous leur proposons, dont nous mesurons par les auditions ayant déjà eu lieu qu'elles n'ont pas encore été intégrées à leurs travaux. Nous nous tenons à votre disposition.

Bruno Ladsous, Administrateur de Sites & Monuments, coordonnateur des 7 fédérations pour ce projet.

PAS DE LOGO
DISPONIBLE

Libérons la création pour le climat (Société mondiale des Créateurs)

La solution du problème climatique dépend des nouvelles relations que l'être humain saura établir avec la nature. Pour rétablir une harmonie, il importe de renforcer la capacité d'action et la responsabilité des auteurs du changement des modes de production et des modèles de consommation.

Depuis 1997, la création de la diode bleue, de la trottinette électrique et de BlaBlaCar ont permis de notables économies d'énergie. Mais ces créations positives n'ont pas été suffisamment nombreuses pour avoir un impact significatif sur la transition climatique dans son ensemble. Tous les êtres humains sont des créateurs. Une large part du potentiel créatif de l'humanité n'a pu s'exprimer parce que le développement des

créations est entravé par le malthusianisme de l'ordre établi et les archaïsmes du système de la propriété intellectuelle.

En se fondant sur les droits qui leur sont reconnus par les grands traités internationaux, la capacité créative de tous les êtres humains peut être libérée (Elément 1). En s'appuyant sur le droit des créateurs, la France peut augmenter très sensiblement la rentabilité et l'attractivité de ses investissements en matière climatique (Elément 2). En implémentant un nouveau standard, il est possible d'instaurer dans le monde un écosystème éthique fondé sur la responsabilité des créateurs (Elément 3). A titre d'exemple, une première action concrète pourrait concerner la création française qui vise à développer l'énergie houlomotrice (Elément 4).



Adaptations : trois sens, trois temporalités (Sphère de vies, Sensibiliser à l'Évolution de la biodiversité et participer à la conservation de son potentiel)

Mesdames Messieurs,

Avec l'augmentation constante de gaz à effet de serre modifiant le climat, nous attirons votre vive attention sur un malentendu quant à l'interprétation erronée par notre société et nos leaders d'opinion sur l'adaptation. (axe prioritaire au même titre que l'atténuation).

En effet, le mot « adaptation » est un « mot valise ». Il a 3 sens et des temporalités distinctes qui ne peuvent être ignorés (es) pour regarder en face la vulnérabilité des êtres biologiques (sauvages et domestiques). Un patient ne peut être bien soigné que si « soignants et soignés » s'accordent sur le diagnostic de la maladie, de sa dénomination, de ses mécanismes, de ses causes, de ses conséquences et des options de soins à envisager. Cette entente de sens est un gage de réussite pour vaincre. Il permet de « prendre le taureau par les cornes » et combattre ensemble tous ravages et gagner.

Si notre société commence globalement à s'inquiéter et nommer la maladie, elle a du mal à appréhender dans son ensemble les conséquences et se réfugie pour l'instant derrière l'idée rassurante de notre force d'adaptation. Mais que signifie réellement pour le vivant dont nous faisons parti ce mot : adaptation ? L'ignorer... c'est nous perdre.

En effet, ne pas prendre d'urgence le temps d'appréhender les différents sens du mot adaptation et s'est assurément hypothéquer l'avenir de centaines de milliers d'espèces dont nous dépendons et in fine entraîner notre espèce vers sa perte. Vous trouverez donc ci-après une déclinaison de notre travail* qui devrait pouvoir vous aider à discerner, donner du sens pour aider notre humanité ; Comment nous, individus de l'espèce « Homo sapiens » et les individus des autres espèces dont nous dépendons vont-ils, en état de vulnérabilité, s'adapter** (sens 2) face aux « épreuves tests » d'aléas météorologiques de ce climat changeant du à l'augmentation des gaz à effets de serre ?

Nous pouvons vous apporter d'autres informations.

Bonne lecture

Franck Raffegau



Une transition systémique planétaire (Unis pour la Planète - Think Tank)

Nous faisons face à des enjeux climatiques immenses, qui réclament des mesures d'exception. Les mesures suivantes nous semblent indispensables :

1. Le Néo-Libéralisme (abandon de l'idéologie de Hayek et Friedmann) : Relance d'un Glass-Steagall Act, entre autres (Keynésianisme)
2. La démocratie libérale : passage à une démocratie sociale (social-libéralisme par exemple), de type délibérative (refonte du CESE entre autres)
3. Sortie de l'AGCS : nos services publics ont vocation à permettre un égal niveau de service, PAS un égal niveau de DROIT d'accès au service. Le partage des bonnes pratiques entre les collectivités, aidées par les scientifiques et le retour en régie publique, permettra de baisser rapidement les émissions de GES.

4. Création d'un organisme planétaire coercitif de protection du climat et de la biodiversité
5. La décentralisation/déconcentration : Tout plan ambitieux qui vise à baisser les émissions de GES, doit passer par une coordination nationale. Il ne faut plus du tout de compétition entre les territoires afin d'obtenir des fonds. Les rôles de chaque partie prenante doivent être clairement établis.
6. Revue des sources d'énergie, et autres approvisionnements indispensables (eau, oxygène...). Complémentarité entre nucléaire (Thorium) et ENR
7. Le niveau d'information par les médias : vulgarisation scientifique, journalisme de faits.
8. Les modes de financement : interdiction de toute spéculation, création d'une banque climat, fin des monnaies flottantes.

Tout cela réclame que l'Etat clarifie les prérogatives, reprenne l'initiative, et prenne de la hauteur de vue. Il faut définir une vision de l'avenir : L'Economie doit être au service de l'Humanité et du Climat, pas l'inverse. Le rôle de l'Etat doit être d'assurer la prospérité du peuple, tout en permettant l'initiative de chacun. Le climat ne pourra déceintement se porter mieux que si tout le monde, y compris les plus grands dirigeants de ce monde, met la main à la pâte.